



CONSEIL COMMUNAUTAIRE DU 22 mars 2011

COMPTE RENDU

Le vingt-deux mars deux mille onze, les membres du Conseil Communautaire de la Communauté de Communes Sartilly Porte de la Baie, dûment convoqués par le Président se sont réunis à la Communauté de Commune sous la présidence de M. Claude FOURRE, Président.

Etaient présents : Mme BRUNAUD-RHYN Catherine, Mme GASTEBOIS Maryvonne, M. THOUVENOT Jacques, Vice-présidents,

Mesdames et Messieurs les délégués représentant les communes de :

- **ANGEY** : M. LEMONNIER Alain,
- **BACILLY** : M. DEBON Jean-Pierre, M. PICHON Jacques, M. QUINTON Eric,
- **CAROLLES** : M. SEVIN Jean-Marie, M. LOISEAU Philippe,
- **CHAMPCEY** : M. HEON Philippe,
- **CHAMPEAUX** : Mme GIARD Claudine, M. JOUSSEAUME Pascal,
- **DRAGEY RONTHON** : M. FOLLAIN Hubert, Mme LEPRODHOMME Sandrine, Mme GROFILS Sophie, M. DATIN Jean-Luc,
- **GENÊTS** : M. LALISSE Allain, M. DUTEIL René,
- **LOLIF** : M. ANDRE Alphonse,
- **MONTVIRON** : M. LAMBERT Gaéтан,
- **ST JEAN LE THOMAS** : M. MOREL Philippe
- **ST PIERRE LANGERS** : M. HERBERT Georges, Mme LEFEVRE Nadine, M. LEGRAND Bernard
- **SARTILLY** : Mme GOUELLE Solange, M. LUCAS Jean-Pierre

Etaient Absents Représentés :

Mme LORE Monique représentée par M. LASIS Claude
M. RAULT Denis représenté par M. LOUIS DIT GUERIN Jean

Excusés :

M. GUILLOUX Aymerick,
M. JOUENNE Laurent,
Mme LAISNEY Geneviève,
M. ROBIDAT Serge,
M. BACHELIER Alain,

Absents :

M. BACHOTET Philippe
M. JOLLY Thierry.

Le Conseil a choisi pour secrétaire : Mme GASTEBOIS Maryvonne

Nombre de conseillers en exercice : 36 / Nombre de conseillers présents : 29

Convocation du : 15 mars 2011

Affichage du : 23 mars 2011

Documents envoyés avec la convocation : aucun

Une copie de la convocation a été adressée aux Maires ne siégeant pas en qualité de délégué communautaire.

Documents remis lors de la séance :

- comptes administratifs 2010

Ordre du jour

- FINANCES : comptes administratifs 2010
- RESSOURCES HUMAINES : régime indemnitaire en cas d'absence prolongée
- VOIRIE : demandes de subventions DETR
- ZONE D'ACTIVITES : demande de subvention DETR
- COMPLEXE EQUIN : convention avec la Commune de Dragey-Ronthon pour le financement de l'enfouissement des lignes haute tension
- CONTRAT DE TERRITOIRE : délibération de principe pour la mise en place d'un nouveau contrat (2011-2013)
- PLAN EDUCATIF LOCAL : reversement de subvention du CG50 à l'association « A livre ouvert »
- MOTION DE SOUTIEN au RPI Saint-Pierre Langers / Saint Aubin des Préaux
- REFORME DES COLLECTIVITES : avenant à la baisse à la convention avec les EPCI autour d'Avranches
- QUESTIONS DIVERSES

FINANCES : comptes administratifs 2010

La Vice présidente déléguée aux finances soumet au Conseil le vote du compte administratif (budget général et budgets annexes) pour l'exercice 2010.

Le Président se retire pour procéder au vote

Compte administratif 2010 du Président et Compte de gestion 2010 du Trésorier

BUDGET GENERAL		
Fonctionnement		Investissement
Dépenses prévues	3 090 600.71	2 101 963.58
Dépenses réalisées	2 516 980.80	1 098 870.73
Déficit reporté		- 312 215.71
Recettes prévues	3 090 600.71	2 101 963.58
Recettes réalisées	3 090 368.87	983 594.27
Excédent reporté	599 104.52	
Résultat de clôture :	+ 573 388.07	- 115 276.46
Résultat cumulé :	+ 1 172 492.59	- 427 492.17

Compte administratif 2010 du Président et Compte de Gestion du Trésorier - Approuvés à l'unanimité

ZONE D'ACTIVITE		
Fonctionnement		Investissement
Dépenses prévues	2 198 451.32	2 583 874.82
Dépenses réalisées	177 683.23	221 984.45
Déficit reporté		-1 188 659.58
Recettes prévues	2 198 451.32	2 583 874.82
Recettes réalisées	271 985.03	0
Excédent reporté	1 172 512.70	
Résultat de clôture :	+ 94 301.80	221 984.45
Résultat cumulé :	+ 1 266 814.50	-1 410 644.03

*Compte administratif 2010 du Président et Compte de Gestion du Trésorier
Approuvés par 27 voix Pour – 1 Abstention*

ATELIER 1		
Fonctionnement		Investissement
Dépenses prévues	32 424.10	2 827.56
Dépenses réalisées	0	0
Déficit reporté		
Recettes prévues	32 424.10	2 827.56
Recettes réalisées	7 200.00	0
Excédent reporté	25 324.10	2 827.56
Résultat de clôture :	+ 7 200.00	0
Résultat cumulé :	+ 32 524.10	+ 2 827.56

*Compte administratif 2010 du Président et Compte de Gestion du Trésorier
Approuvés par 27 voix Pour – 1 Abstention*

ATELIER 2		
Fonctionnement		Investissement
Dépenses prévues	20 359.08	0
Dépenses réalisées	0.63	0
Déficit reporté		
Recettes prévues	20 359.08	0
Recettes réalisées	4 800.00	0
Excédent reporté	15 459.08	
Résultat de clôture :	4 799.37	0
Excédent ou déficit :	+20 258.45	

*Compte administratif 2010 du Président et Compte de Gestion du Trésorier
Approuvés par 27 voix Pour – 1 Abstention*

SPANC		
Fonctionnement		Investissement
Dépenses prévues	22 364.32	
Dépenses réalisées	10 590.86	
Déficit reporté		
Recettes prévues	22 364.32	
Recettes réalisées	6 511.00	
Excédent reporté	12 364.32	
Résultat de clôture :	- 4 079.86	
Excédent ou déficit :	+ 8 284.46	

Compte administratif 2010 du Président et Compte de Gestion du Trésorier – Approuvés à l'unanimité

COMPLEXE EQUIN		
Fonctionnement		Investissement
Dépenses prévues	10 000.00	835 498.00
Dépenses réalisées	2 860.28	590 121.42
Déficit reporté		
Recettes prévues	10 000.	835 498.00
Recettes réalisées		797 918.51
Excédent reporté		
Résultat de clôture :	7 139.72	207 797.09
Excédent ou déficit :	+ 7 139.72	+ 207 797.09

Compte administratif 2010 du Président et Compte de Gestion du Trésorier – Approuvés à l'unanimité

RESSOURCES HUMAINES : régime indemnitaire en cas d'absence prolongée des agents non titulaires ayant moins d'un an de présence dans la collectivité

Le Président expose qu'à défaut de délibération de la collectivité, le régime indemnitaire applicable aux agents en congés de maladie est maintenu.

Il précise que le contrat d'assurance de la Communauté de commune prévoit le remboursement des indemnités versées, à l'exception des indemnités versées aux agents non titulaires ayant moins d'un an de présence dans la collectivité. En conséquence, il propose de ne plus verser les indemnités à ces agents.

Après délibéré,

Le Conseil Communautaire,

Suivant l'avis du Bureau,

- Vu la délibération du 17 janvier 2006 décidant d'appliquer le régime indemnitaire aux agents titulaires et stagiaires,
- Vu la délibération du 21 février 2008 décidant d'étendre ledit régime indemnitaire aux agents non titulaires,
- DECIDE, de ne pas maintenir le régime indemnitaire en cas de congés de maladie des agents non titulaires ayant moins d'un an de présence dans la collectivité.

Unanimité

VOIRIE : demande de DETR pour des travaux d'aménagements de sécurité aux abords de l'école rue du Manoir

Le Président expose que des travaux de sécurisation de la rue du Manoir doivent être réalisés. Cette rue est très fréquentée par les familles en raison des services communautaires pour l'enfance (ACO et RAM) et la jeunesse (ACM) appartenant et étant gérés par la Communauté de communes, et qu'il a reçu de nombreuses réclamations de la part du Conseil d'école et des parents d'élèves pour réaliser des travaux de sécurisation des abords de l'école et des locaux du Service enfance jeunesse.

En effet, l'absence de trottoirs pour le cheminement piétonnier est une source de dangers, qui est accentué par l'absence de places de parkings matérialisées au sol.

La vitesse des véhicules sur cet axe est excessive et peut être source d'accidents.

Le plan de financement prévisionnel est le suivant :

DEPENSES € HT		RECETTES € HT	
Sécurisation	82.535,00	DETR (25 % de 82.535,00)	20.633,75
Plantations	1.350,00	Communauté de communes	65.651,25
Eclairage	650,00		
TOTAL	86.285,00	TOTAL	86.285,00

M. THOUVENOT précise qu'il reste environ 300.000 € de travaux pour terminer le programme des voiries, ce qui correspond à 100.000 € par an. Sur 3 ans cela correspond à la durée du mandat restant.

Après délibéré,

Le Conseil Communautaire,

Suivant l'avis du Bureau,

- Vu l'avant-projet de travaux d'aménagements de sécurité aux abords de l'école rue du Manoir et le plan de financement,
- Vu la circulaire préfectorale du 11 février 2011 relative à la DETR,
- APPROUVE l'avant-projet et le plan de financement,

- ATTESTE que les travaux seront réalisés et les entreprises payées par la Communauté de communes,
- DECIDE que les dépenses seront inscrites au budget 2011,
- AUTORISE le Président à solliciter une subvention d'Etat au titre de la DETR,
- AUTORISE le Président à signer l'ensemble des pièces, actes et conventions nécessaires à la réalisation de ce projet.

Unanimité

VOIRIE : demande de DETR pour le renforcement et la sécurisation de la chaussée de la VCI n° 122.

Le Président expose que vu le très mauvais état de la chaussée, des travaux de renforcement de chaussée de la VCI n° 122 (rue du Manoir à Sartilly) sont nécessaires, vu la fréquentation importante de véhicules pour les écoles et le Service Jeunesse.

Il propose au Conseil de formuler une demande de subvention d'Etat au titre de la DETR pour ce projet de travaux relatifs à la conservation du patrimoine (article 2.1.2 de la circulaire préfectorale du 11 février 2011), dont le plan de financement prévisionnel se présente comme suit :

DEPENSES € HT		RECETTES € HT	
Renforcement VCI 122	60.000,00	DETR (25 %)	15.000,00
		Communauté de communes	45.000,00
TOTAL	60.000,00	TOTAL	60.000,00

Après délibéré,

Le Conseil Communautaire,

Suivant l'avis du Bureau,

- Vu l'avant-projet de renforcement de la chaussée de la VCI n° 122 à Sartilly et le plan de financement,
- Vu la circulaire préfectorale du 11 février 2011 relative à la DETR,
- ATTESTE que les travaux seront réalisés et les entreprises payées par la Communauté de communes,
- APPROUVE l'avant-projet et le plan de financement,
- DECIDE que les dépenses seront inscrites au budget 2011,
- AUTORISE le Président à solliciter une subvention d'Etat au titre de la DETR,
- AUTORISE le Président à signer l'ensemble des pièces, actes et conventions nécessaires à la réalisation de ce projet.

Unanimité

ZONE D'ACTIVITES : demande de DETR pour des Travaux de VRD pour l'extension de la Zone d'Activités « Porte de la Baie »

Le Président rappelle que la Communauté de communes Sartilly Porte de la Baie a acquis des parcelles nécessaires à l'agrandissement de la Zone d'activité « Porte de la Baie » située route de Carolles à Sartilly.

Il précise que cette extension de la Zone d'activité représente une superficie d'environ 30.460 m² et que quatre entreprises sont candidates et envisagent de s'installer d'ici la fin 2011 / début 2012. Le nombre d'emploi que représentent ces implantations est d'environ 25.

Il présente le plan de financement :

DEPENSES € HT		RECETTES € HT	
Travaux VRD	42.580,00		
Réseaux souples (FT AEP ECL)	28.801,00		
Fourniture et pose de coffrets électriques	14.000,00		
<i>Total travaux</i>	<i>85.381,00</i>	5€/m ² sur 30.460 m ² , soit 152.300 € DETR : 40% de 85.381 €	34.152,40

		Communauté de communes	51.228,60
TOTAL	85.381,00	TOTAL	85.381,00

Après délibéré,

Le Conseil Communautaire,

Suivant l'avis du Bureau,

- Vu l'avant-projet de travaux de voirie et réseaux divers pour l'extension de la Zone d'Activités « Porte de la Baie »,
- Vu la circulaire préfectorale du 11 février 2011 relative à la DETR,
- ATTESTE que les travaux seront réalisés et les entreprises payées par la Communauté de communes,
- APPROUVE l'avant-projet et le plan de financement,
- DECIDE que les dépenses seront inscrites au budget 2011,
- AUTORISE le Président à solliciter une subvention d'Etat au titre de la DETR,
- AUTORISE le Président à signer l'ensemble des pièces, actes et conventions nécessaires à la réalisation de ce projet.

Unanimité

COMPLEXE EQUIN : convention avec la Commune de Dragey-Ronthon pour le financement de l'enfouissement des lignes haute tension

Le Président expose qu'une ligne haute tension traverse actuellement le terrain sur lequel seront implantées les pistes d'entraînement et qu'il convient de les enterrer.

Une démarche a été engagée auprès d'ErDF afin de proposer un partenariat. Un devis d'un montant de 48.472,19 € HT a été établi par ErDF, qui prend en outre à sa charge l'enterrement et le renforcement du réseau de la Verguigne au Manoir de Brion, avec les nouvelles normes qualité en vigueur.

Le Président expose qu'il a demandé à la Commune de Dragey-Ronthon de prendre en charge le montant des travaux. Cependant, compte tenu des investissements importants en cours pour la commune les délégués présents proposent un paiement sur trois ans.

Après délibéré,

Le Conseil Communautaire,

Suivant l'avis du Bureau,

- Vu le devis d'un montant de 48.472,19 € HT pour l'enfouissement des lignes HTA sur le site du futur Complexe équin,
- DECIDE que la Communauté de communes avancera cette somme à la Commune de Dragey-Ronthon, laquelle devra rembourser ladite somme sur trois années, c'est-à-dire avant le 31 décembre 2013,
- DECIDE que l'avance sera inscrite au budget 2011,
- AUTORISE le Président à accepter le devis ERDF d'un montant de 48.472,19 € HT,
- AUTORISE le Président à signer une convention avec la Commune de Dragey-Ronthon.

Adopté (Pour : 27 ; Contre : 0 ; Abstentions : 2)

CONTRAT DE TERRITOIRE : mise en place d'un nouveau contrat (2011-2013)

Le Président expose que le Contrat de territoire signé avec le Conseil général de la Manche a pris fin au 31 décembre 2010 et qu'un nouveau Contrat de territoire, dit « de deuxième génération » est proposé par le Conseil général pour les années 2011 à 2013.

Il demande au Conseil communautaire d'adopter une délibération de principe.

Après délibéré,

Le Conseil Communautaire,

Suivant l'avis du Bureau,

- Considérant la politique contractuelle du Conseil général de la Manche,
- DECIDE de mettre en place un nouveau contrat de territoire.

Unanimité

PLAN EDUCATIF LOCAL : reversement de subvention du CG50 à l'association « A livre ouvert »

La Vice présidente expose dans le cadre du Projet éducatif local, le Conseil général a alloué à la Communauté de communes pour 2010 une somme de 200 € pour l'action de promotion de la lecture en milieu rural organisée par l'association « A livre ouvert » : le Salon du Livre.

Elle précise que cette somme revient à ladite association.

Après délibéré,

Le Conseil Communautaire,

Suivant l'avis du Bureau,

- Vu le Plan éducatif local (PEL),
- Vu la participation financière du Conseil général en faveur de la promotion de la lecture en milieu rural organisée par l'association « A livre ouvert »
- DECIDE de reverser la somme de 200 € à ladite association.

Unanimité

MOTION DE SOUTIEN au RPI Saint-Pierre Langers - Saint Aubin des Préaux

Le Président expose que l'effectif du Regroupement pédagogique intercommunal (RPI) Saint-Pierre Langers / Saint Aubin des Préaux est actuellement de 37 élèves (17 à Saint Aubin des Préaux, de la grande section au CE1, et 20 à Saint Pierre Langers, du CE1 au CM2).

Il y a plus de 50 enfants de ces deux communes qui sont scolarisés dans les communes extérieures et cette déperdition d'élèves est due à l'absence de petites et moyennes sections dans le RPI. Les deux municipalités concernées envisagent donc de construire de nouveaux locaux pour, d'une part accueillir les élèves sur un site unique, et d'autre part ouvrir des classes de petite et moyenne sections.

L'Inspecteur d'académie de son côté a indiqué son refus de ce projet et a indiqué qu'il allait proposer la suppression des deux postes d'enseignants du RPI, et ainsi procéder à sa fermeture pure et simple.

Cette décision est contestable compte tenu de l'augmentation de la population des communes concernées (voir tableau ci-dessous) et de l'évolution démographique attendue due à plusieurs facteurs, et notamment :

- la réalisation de plusieurs lotissements pour un minimum de 30 habitations
- l'attractivité géographique de ces deux communes en zone retro littorale, les jeunes ménages ne pouvant plus accéder à la propriété sur des communes en bord de mer compte tenu du prix de l'immobilier.

	1999	2011	Différence
Saint Pierre Langers	386 hab.	549 hab.	+ 163 hab.
Saint Aubin des Préaux	379 hab.	430 hab.	+ 51 hab.

De plus, l'Inspection académique table sur un effectif de 26 élèves pour la rentrée 2011-2012. Or, le seuil de fermeture est de 24 élèves et sur les 37 élèves actuels, 7 CM2 quitteront l'école pour le collège et 5 nouveaux élèves au moins rejoindront l'effectif, soit 34 élèves assurés pour l'année scolaire prochaine. (Pour 2010-2011, l'Inspection académique prévoyait d'ailleurs 26 élèves, et non 37 !).

Le RPI jouit de services périscolaires adaptés. Le RPI est le dernier service public de ces communes et il constitue un lieu d'échanges et de convivialité qui permet aux familles de tisser des liens sociaux. La fermeture du RPI est contraire à la politique du cadre de vie développée sur le canton.

Dans la *Charte sur l'organisation de l'offre des services publics et au publics en milieu rural* l'Etat s'est engagé à une approche plus globale, initiée à l'échelon territorial pertinent, et permettant la recherche de solutions adaptées et durables, en respectant notamment le principe de la proximité et de l'accessibilité aux services publics pour tous dans les zones rurales.

Cette décision va à l'encontre des impératifs de développement durable puisqu'elle aurait pour effet d'augmenter l'utilisation de transports alors même que les structures sont existantes sur place.

Le Maire de Saint Pierre Langers, Monsieur HERBERT invite à signer une pétition en ligne sur le site « Touche pas à mon RPI ».

M. LOISEAU indique que c'est en 2007 qu'il fallait réfléchir à l'organisation et à la mise en place d'un réseau viable d'écoles publiques sur le territoire de la Communauté. Actuellement, de nombreuses dérogations sont accordées, la carte scolaire n'est pas incitative et les maires ne s'entendent pas. Il demande que la Communauté de communes reprenne ce dossier abandonné en 2007 afin de maintenir le réseau des écoles publiques. Il ajoute qu'un décret d'application de la loi Carle en date du 9 novembre 2010 dispose qu'en matière de capacité d'accueil, les RPI adossés à un EPCI seront mieux traités que les simples RPI intercommunaux.

Madame GASTEBOIS souhaite que la question des besoins en écoles soit inscrite dans le SIAT. Monsieur THOUVENOT appuie cette demande considérant qu'il est urgent de l'inscrire dans l'étude du SIAT.

Le Président prend acte de la volonté du Conseil de conserver les RPI et les écoles dans les communes et propose de former une commission de travail qui sera chargée de mener une réflexion sur le sujet.

Après délibéré,

Le Conseil Communautaire,

Suivant l'avis du Bureau,

- Vu la Charte sur l'organisation de l'offre des services publics et aux publics en milieu rural,
- Considérant la volonté des municipalités de Saint-Pierre Langers et Saint Aubin des Préaux de maintenir leur RPI,
- Considérant le soutien apporté par l'Association des parents d'élèves dans cette démarche,
- Considérant le développement démographique constaté et prévisionnel des communes de Saint-Pierre Langers et de Saint Aubin des Préaux,
- Considérant le besoin en termes de services de proximité qu'impose cette augmentation démographique,
- Considérant la politique du cadre de vie développée sur le territoire,
- Considérant les principes du développement durable,
- DECIDE de soutenir les municipalités dans leur démarche pour maintenir et développer le RPI de Saint Pierre Langers - Saint Aubin des Préaux.

Unanimité

REFORME DES COLLECTIVITES : avenant à la baisse à la convention avec les EPCI autour d'Avranches

Le Président expose que dans le cadre de l'étude sur la faisabilité d'un rapprochement d'EPCI autour d'Avranches, la commune canton d'Isigny-le-Buat a demandé à intégrer l'étude.

Cette décision a des conséquences sur le montant de la participation de la Communauté de communes dont le montant sera de 5,85 % au lieu de 5,99 %.

Le cabinet KPMG est attributaire du marché pour un montant de 38.300 € HT, soit une dépense de 2.240,55 € au lieu de 2.294,17 € pour la Communauté de communes Sartilly Porte de la Baie.

Après délibéré,

Le Conseil Communautaire,

Suivant l'avis du Bureau,

- Vu la délibération du 16 décembre 2010 décidant de participer financièrement à l'étude proposée et portée par la Communauté de Communes d'Avranches,

- Considérant l'intégration dans cette étude de la commune canton d'Isigny le Buat, et par voie de conséquence une participation de la Communauté de Communes à hauteur de 5.85 % au lieu de 5.99 %,

- Considérant l'attribution du marché à l'entreprise KPMG pour un montant de 38.300 € HT, soit une dépense pour la Communauté de Communes de 2.240,55 € HT,

- Autorise le Président à signer un avenant à la baisse à la Convention avec les EPCI autour d'Avranches.

Unanimité

QUESTIONS DIVERSES

ASSOCIATIONS SPORTIVES – prise de compétence

Le Président expose qu'il a reçu une demande du Club de Football AS Jullouville Sartilly qui compte 265 adhérents. Le Club demande une aide pour subvenir à ses besoins car il craint d'avoir de grandes difficultés financières si on ne reconduit pas l'aide accordée en 2010. Il propose une prise de compétence.

Madame GROSFILS, M. JOUSSEAUME et M. LOISEAU demandent que la compétence soit élargie aux associations culturelles, et que les aides accordées soient assises sur des projets déterminés.

M. DEBON propose qu'une dotation globale soit votée et répartie entre les associations.

Le Président ajourne la question et propose d'engager une réflexion approfondie.

REFORME DES COLLECTIVITE

Le Président rappelle qu'un séminaire d'élus aura lieu ce jeudi 24 mars à Granville, auquel les élus municipaux et communautaires sont invités. Il rappelle l'importance de cette réunion car il sera question de chiffres et comme se sont les Conseils municipaux qui vont devoir se prononcer, il est important que les élus soient bien informés sur les scénarios envisagés.

ZONE D'ACTIVITES

M. LOISEAU demande s'il est possible d'installer une nouvelle ZA communautaire sur une commune du territoire.

Le Président répond que le SCoT encadre très strictement la création de ZA.

TOURISME

M. LOISEAU demande où en sont les travaux du Comité de pilotage tourisme.

Le Président répond que le Comité de pilotage travaille en bonne collaboration. Il explique que le cabinet d'audit est sur le point d'être choisi. Les candidats ont été reçus et le Comité de pilotage a donné ses appréciations avec une notation, mais il en ressort une certaine incohérence. Afin d'en informer le Comité de pilotage, une réunion aura lieu la semaine prochaine où nous pourrions faire un choix définitif.

La séance est levée à 23h15